

Où est passé le droit à la confidentialité?

Au mois de décembre dernier, les membres de l'ADDICQ ont appris en lisant La Presse que les intervenants des centres de réadaptation publics, comme Dollard-Cormier à Montréal ou Ubalde-Villeneuve à Québec, devaient maintenant entrer des informations confidentielles comme le nom



et le numéro d'assurance maladie des personnes qui consultent leur centre. Ces informations seraient par la suite entrées dans une banque de données centrale à la grandeur du Québec. Nous en avons parlé pendant nos réunions et nous nous sommes sentis interpellés et inquiets. La réaction des membres a été unanime : tous avaient peur d'être fichés et ont dit qu'ils y repenseraient à deux fois avant d'aller consulter pour un service de réadap.

Après ça, on a décidé d'approfondir nos recherches pour en connaître plus. Nous avons eu accès au cadre normatif du SIC-SRD (le cadre normatif est un document officiel qui explique ce qu'est la banque de données) où on apprend que le Ministère de la Santé, les Agences de santé et tout autre partenaire selon les besoins peuvent avoir accès aux informations.

Qu'est-ce qu'on doit comprendre lorsqu'on lit : « tout autre partenaire selon les besoins »? Quand on sait que la RAMQ (Régie d'Assurance Maladie du Québec) peut faire des ententes pour communiquer des informations confidentielles avec d'autres paliers gouvernementaux comme le Ministère de la Justice, la Société d'assurance automobile du Québec, le Ministère de l'emploi et de la solidarité sociale, il est prudent de s'inquiéter.

Imaginez ce que ça peut avoir comme conséquences si des compagnies d'assurances, la police et le B.S. savent que vous consommez de la dope.

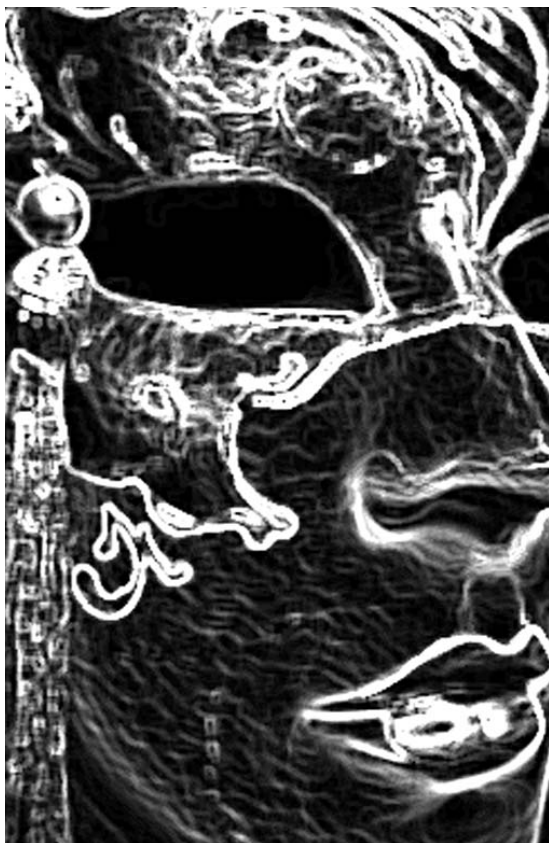
Une mesure qui réduit l'accès aux soins de santé pour les personnes qui consomment C'est grave ! En plus de briser le droit à la confidentialité et de nuire à la relation de confiance avec les intervenants, concrètement, ce type de mesures réduit l'accès à la santé. Parce que beaucoup de personnes qui consomment vont préférer se priver d'aller consulter par peur d'être fichées. Déjà que les personnes qui consomment vivent quotidiennement les préjugés et la discrimination, imaginez avec la banque de données.

En plus, le fait que les centres de réadaptation privés ne soient pas touchés par cette mesure accentue encore plus le système de santé à deux vitesses : un pour les pauvres et un pour les riches.

Qui dit vrai?

Du côté du Ministère et de la direction de Dollard-Cormier, on tente de nous rassurer en nous disant que le fichier central n'existe toujours pas et que les données seront dénominalisées. Ce qui veut dire qu'on remplacerait le nom par un numéro ou quelque chose du genre. Mais pourquoi diable récolter des informations si on ne veut pas les utiliser par la suite?

Alors, qui dit vrai dans toute cette histoire? Quoi qu'il en soit, on veut avoir plus d'informations pour comprendre ce qui se passe réellement et on veut surtout avoir des explications de la part du gouvernement.



L'ADDICQ se mobilise sur le dossier

Il est important de se renseigner et de s'organiser parce que cette banque de données menace nos droits et libertés. C'est pour ça qu'à l'ADDICQ, on a décidé de faire quelque chose pour faire avancer ce dossier-là. On s'est donc regroupés en coalition avec plus d'une trentaine d'organismes.

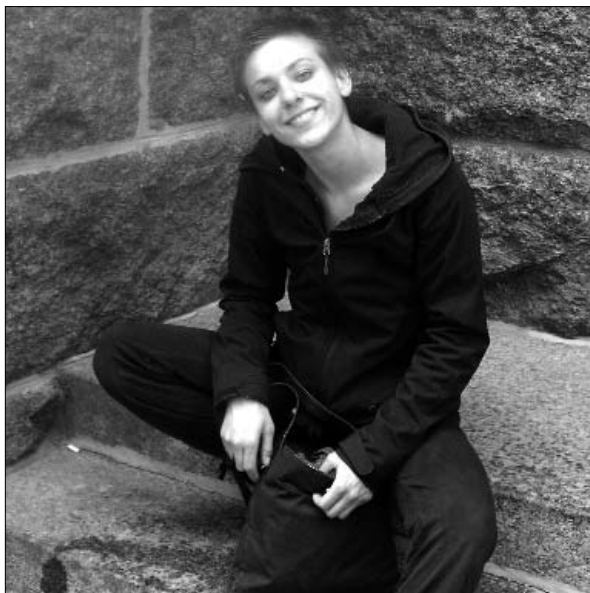
D'ailleurs, nous avons organisé une conférence de presse le 12 mai dernier à laquelle Maude, une membre de l'association, a parlé des impacts qu'une telle banque pourrait avoir sur les personnes qui consomment. Tu peux voir la vidéo de la conférence sur le site web de la coalition au <http://www.confidentialite.org/index.php?pages/Videos>. Tu trouveras aussi plusieurs autres informations sur la coalition et sur la banque de données sur ce site.

Si tu veux participer à ce dossier ou aux rencontres de l'ADDICQ, tu es bienvenu(e) parce que dans cette lutte comme dans toutes les autres, l'union fait la force! Pour avoir plus d'info sur l'ADDICQ, tu peux nous téléphoner au 514-847-0067 poste 214 ou nous écrire à addicq@live.ca ■

Valmont, Maude et Sophie
Membres de l'ADDICQ

SOURCES :

- PROJET DE CADRE NORMATIF : SYSTÈME D'INFORMATION CLIENTÈLE POUR LES SERVICES DE RÉADAPTATION EN DÉPENDANCE (SIC-SRD) VERSION 2007-MSSS. DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES GÉNÉRAUX.
- LE BRAS DE FER SE POURSUIT AU CENTRE DOLLARD-CORMIER 13 MAI 2009 - ARIANE LACOURSIÈRE, LA PRESSE.
- WWW.RAMQ.GOUV.QC.CA
- RENSEIGNEMENTS PERSONNELS UNE RESSOURCE « NATURELLE » EXPORTABLE 2008 - LUCIE MERCIER, BULLETIN DE LA LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS



Du nouveau à l'Injecteur

Salut à tous! Je me présente, Maripe (Marie-Pier pour les intimes) nouvelle InfomanE par intérim de Québec. Ça fait presque deux ans que je me suis casée dans la vieille capitale à la recherche d'un peu de stabilité après plusieurs années d'une vie nomade.

La première fois que je suis tombée sur une revue du même genre que l'Injecteur, j'avais 17 ans et je suis tombée sur le cul. J'en revenais pas que des gens quelque part pouvaient créer et diffuser une publication destinée aux UDII! Jusque-là, en tant que personne qui s'injectait des drogues, je m'étais toujours cru isolée et marginalisée et maintenant je réalisais qu'il existait une communauté de gens comme moi qui se mobilisait et se battait pour une cause à laquelle je me suis promis de me joindre, ne

serait-ce qu'en envoyant des textes de temps à autre...

Aujourd'hui, en plus d'être InfomanE par intérim, je siège au sein de l'ADDICQ, je fais un programme de remise en Action à La Maison Dauphine, et je songe à retourner à l'école prochainement. De m'impliquer auprès d'autres consommateurs m'a grandement aidé à me remettre en action pour être où j'en suis aujourd'hui. Je crois que tous les êtres humains ont besoin de combler ce sentiment d'appartenance, chose qui n'est pas évidente quand on se drogue mais qui, et nous en sommes la preuve, est tout sauf impossible. ■

Au Plaisir
Maripe.